



Le président de la République du Cameroun et le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun ont cristallisé l'actualité tout au long de l'année 2019.

Revue

Jamais, de mémoire d'analyste politique au Cameroun, l'on avait vu une élection présidentielle se poursuivre autant après la proclamation des résultats. L'année 2019 a connu une prolongation de la rivalité née des résultats de l'élection présidentielle du 9 octobre 2018. Election qui a reconduit Paul Biya à la tête du pays pour un septième mandat consécutif avec plus de 71% des voix, tandis que pour sa première participation à la mère des élections, Maurice Kamto s'adjugeait la seconde place avec un peu plus de 14%. Position que ce dernier va s'empresse de contester, entraînant de fait le pays dans une crise post-électorale feutrée mais clivante.

Ainsi, les « sardinards », partisans plus ou moins assumés du président Paul Biya vont chaque fois donner la réplique aux « tontinards » qui défendent Maurice Kamto.

L'année 2019 a commencé sur des chapeaux de roues, avec un Paul Biya qui donne le ton dès le 5 janvier en rendant public un gouvernement. Un « réaménagement gouvernemental » d'après élection dont journalistes, analystes politiques et autres exégètes de la geste

présidentielle vont se faire l'écho des semaines durant. Paul Biya va ensuite rythmer l'ambiance politique camerounaise par différents actes, dont l'annonce de l'organisation des élections législatives et municipales ; et surtout la mise en place des régions à travers la tenue d'un scrutin régional.

Même si, bousculé dans l'intervalle, notamment par la crise anglophone qui persiste dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest et les pressions internes et externes, le président de la République va finalement faire l'impasse sur la mise en place des régions. Seules les élections législatives et municipales seront convoquées pour le 9 février 2020.

A côté de fait peu glorieux comme d'avoir été littéralement chassé, en juillet, de son « court séjour privé » en Suisse par des enrégés de la « Brigades anti-sardinards », Paul Biya s'est distingué en 2019 pour s'être finalement décidé à l'ouverture sur la crise anglophone. Car c'est indubitablement dans la gestion de la crise anglophone que Paul Biya aura marqué son plus grand coup en 2019.

Après avoir de nouveau menacé que la paix reviendra par la force, le chef de l'Etat a dû mettre de l'eau dans son vin. Contre toute attente, l'homme au propos rare s'adresse à la nation le 10 septembre pour annoncer la tenue d'un « Grand dialogue national » en vue de mettre fin au conflit sociopolitique devenu affrontement armé dans les régions anglophones. Jaloux d'un pouvoir qu'il a toujours construit hyper centralisé autour de lui, Paul Biya se décide à l'cher un peu de lest et d'accorder un « statut spécial » à ces régions.

Dans la foulée, il ordonne la libération de prisonniers, dont l'un des plus illustres d'entre eux : Maurice Kamto son principal challenger arrêté fin janvier. L'arrestation de Maurice Kamto, le 28 janvier, a fait l'effet d'un séisme dont les répliques ont été ressenties tout au cours de l'année. Interpellé avec son état-major et ses principaux soutiens à la présidentielle et inculpé notamment pour « hostilité à la patrie », pour avoir organisé des manifestations de revendication de sa victoire à la présidentielle, Maurice Kamto va cristalliser l'attention autour de lui et son parti. Et même lorsque Paul Atanga Nji, le fantasque ministre de l'Administration territoriale et artisan de cette arrestation, estime que « s'il fallait régler le problème de Maurice Kamto, c'est le sous-préfet de son arrondissement qui va d'abord gérer sa situation » ; les 10 mois de détention de Maurice Kamto et de ses partisans mettent le régime sous pression. Les partenaires du Cameroun font la grimace, tant ils ont du mal à soutenir une telle politique.

La France, principal soutien du régime de Yaoundé, ne cache pas son malaise dans les nombreuses communications qu'elle fait sur le Cameroun. « Nous continuons à faire pression sur le président Biya pour que Maurice Kamto, cette figure importante de la scène politique camerounaise soit libérée », déclare alors en mai, Jean Yves LeDrian, ministre français des Affaires étrangères.

Le pouvoir de Yaoundé n'a pas fait non plus l'économie des seconds couteaux pour, soit se justifier soit pour répondre à Maurice Kamto à chacune de ses sorties. « Il (Maurice Kamto) s'est plus illustré dans le combat politique que Biya qui est resté dans ses activités routinières de chef d'État sans grande incidence sur l'agenda politique politicien », estime Aristide Mono, analyste politique. Pour cet enseignant chercheur en sciences politiques, « de janvier jusqu'en décembre, Kamto est resté constant dans l'espace politique. Paul Biya n'a pas été au-devant

de la scène en dehors du discours annonçant le grand dialogue. Kamto a su s'attirer l'attention de la communauté nationale et internationale de façon constante ». Il analyse par ailleurs que « c'est Kamto qui, à un certain moment, faisait exister Biya. Sur le plan médiatique c'est pratiquement la même réalité, il a fait la météo ».

Un point de vue partagé par Aurelien Njiki Fandono, journaliste et analyste politique. Selon lui, il y a au moins deux raisons qui font de Maurice Kamto l'homme politique de 2019 au Cameroun. « La première raison est qu'il aura imposé le rythme de la météo politique à travers sa détermination à revendiquer sa « victoire » de 2018 et son imprévisibilité. Choses qui ont valu au Président national du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), ses alliés et quelques cadres de son parti, neuf mois de prison, période pendant laquelle sa cote de popularité et de sympathie a décuplé de manière vertigineuse au plan national et international ».

La deuxième raison est que « Maurice Kamto a redéfini, voire inversé le rapport de force entre son parti et le régime de son principal adversaire, à travers les pressions nationales et internationales acquises à sa cause, de son incarcération à sa libération, diluant ainsi le degré de suffisance longtemps affirmé du régime de Paul Biya ».

Il conclut, « et au moment où 2019 s'achève, le même Maurice Kamto à la surprise générale, déclare que son parti ne prendra pas part au double scrutin des législatives et municipales du 9 février 2020, créant encore l'effet d'une bombe politique au Cameroun ».

En tout état de cause, l'année 2019 aura été l'une des plus mouvementées au Cameroun, sur plans de la politique et de la société. En 2020, le pays devra connaître trois élections : législatives, municipales et régionales et la mise en place du statut des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Des avis de tempêtes sont à prévoir.

JournalduCameroun
